

Dans sa *déclaration de politique nationale de mise en œuvre de la réorientation des soins de santé primaires* en mars 1992, le Cameroun a indiqué que la santé de la population, facteur déterminant de tout processus de développement, est et demeure au centre des ses préoccupations. Cette déclaration fait suite à la *conférence d'Alma Ata* (URSS) en 1978 où les États membres de l'Organisation Mondiale de la Santé, dont le Cameroun, s'étaient fixés pour objectif principal d'amener à l'horizon 2000 tous les peuples à un niveau de santé leur permettant de mener une vie socialement et économiquement productive. Cet objectif est connu sous le slogan **"SANTÉ POUR TOUS EN L'AN 2000"**.

Des actions de mise en œuvre des soins de santé primaires furent lancées à travers tout le pays. Cet engagement supposait que seul un peuple en bonne santé peut efficacement contribuer au développement socio-économique de son pays et en tirer profit. En d'autres termes, il n'est pas possible d'envisager le développement socio-économique d'un pays sans que la grande majorité de sa population ne soit en bonne santé. Ainsi, la réorientation des soins de santé primaires ne constitue pas un programme mais plutôt une redéfinition de notre système national de santé vers l'atteinte de l'objectif social susmentionné.

Mais aujourd'hui, plus d'une décennie après l'an 2000, environ 40 % des populations camerounaises n'ont pas accès aux soins de santé de qualité et près de 60 % des camerounais éprouvent des difficultés à faire face aux dépenses de santé. Le gouvernement camerounais pour y remédier, s'est fixé comme objectif de couvrir 40 % de la population par des mutuelles de santé et créer au moins une mutuelle par district de santé et créer au moins une mutuelle par district de santé d'ici 2015.

La santé ainsi que le développement humain au Cameroun sont donc encore très bas. D'après l'OMS, il y aurait un médecin pour 10 400 habitants au Cameroun. En 2007, le PNUD, dans son tableau d'IDH (indice de développement humain), classait le Cameroun à la 141^e place sur 177. On remarque aussi une répartition inégale des services médicaux dans le pays, et ce sont les zones enclavées du Grand Nord et de l'Est du pays qui en pâtissent le plus.

C'est ainsi que les communautés locales, avec l'appui de certaines organisations de la société civile (OSC) telles qu'ASSOAL, s'organisent pour réaliser cet objectif en vue de garantir l'accès aux soins des populations. Nous nous y employons précisément par la mise en place de mutuelles de santé entendues comme des associations pour garantir par la solidarité, l'accès à

des soins de qualité aux membres au moyen de cotisations. Dans cette visée, nos mutuelles de santé sont encore en réalité des groupes d'initiative commune des populations autour de l'objectif commun de la santé pour tous.

Notre dossier porte sur les mutuelles de santé, leur fonctionnement, les difficultés, les réussites et les perspectives d'avenir de celles qui existent déjà. La parole est ainsi donnée aux différents acteurs de la chaîne qui nous permettront de reconsidérer cette approche et d'en appeler, une fois de plus, à la responsabilité de tous, responsabilité citoyenne, pour le bien-être des populations locales et davantage des couches les plus sensibles ou marginalisées.

Dans ce numéro, qui se veut un véritable forum de recherche du bien-être pour tous à l'horizon deux mille X, nous nous pencherons aussi sur l'arrimage du Cameroun au processus de Kimberley. Le **processus de Kimberley** est un régime international de [certification](#) des [diamants](#) bruts, qui réunit gouvernements et industriels du diamant, dans l'objectif d'éviter de négocier sur le marché mondial, l'achat des diamants présentés par des mouvements rebelles dans le but de financer leurs activités militaires.

L'accord est le résultat de discussions ayant débuté en [mai 2000](#) à [Kimberley](#) en [Afrique du Sud](#) . Il a

été signé le

[1](#)
[er](#)

[janvier](#)
[2003](#)

par le

[Canada](#)

, les

[États-Unis](#)

, les pays de l'

[Union européenne](#)

et depuis 2007 le processus compte 48 membres représentant 74 pays. Cette coopération internationale est motivée par le problème des

[diamants de conflits](#)

, des diamants produits dans des zones de guerre et utilisés par des seigneurs de la guerre pour se fournir en

[armes](#)

Nous n'espérons par ailleurs que nos analyses sur la mise en place du bureau du sénat, la fête nationale du 20 mai 2013 et les difficultés de maturation des instances organisationnelles du football camerounais prolongeront chez nos lecteurs le souci de la participation citoyenne au développement humain intégral du peuple camerounais.

D'ici là, nous restons attentifs aux résultats qui découleront de l'invitation de la société civile camerounaise en France (date) par les autorités françaises et anglaises pour la préparation du prochain sommet du G8.